

La ministre de la Santé [Marisol Touraine](#) et la maire PS de [Paris Anne Hidalgo](#) visitent mardi la première « salle de shoot » en [France](#), qui a ouvert ses portes vendredi à l'hôpital Lariboisière (10e arrondissement). Cette « salle de consommation de drogue à moindre risque » (SCMR), selon l'appellation exacte, est une première en France où l'expérimentation est très attendue par les associations de lutte contre la toxicomanie.

La salle parisienne est aménagée sur 450 m2 dans l'enceinte même de l'hôpital. Bénéficiant de sa propre entrée, elle comprend un accueil, une salle d'attente et une salle de consommation. Gérée par l'association Gaia Paris, elle pourra accueillir une centaine de personnes par jour, qui doivent être âgées de plus de 18 ans. Une vingtaine de personnes, médecins, infirmiers, éducateurs, assistants sociaux et agents de sécurité seront chaque jour à leur disposition.

L'ouverture de cette salle, dans le cadre d'une expérimentation de six ans, est permise par la loi santé adoptée en décembre dernier par le Parlement. Ces salles sont réservées aux toxicomanes majeurs qui s'injectent des produits qu'ils apportent eux-mêmes, sous la supervision de personnes qualifiées, avec du matériel stérile. Ils peuvent aussi avoir des contacts avec des professionnels de santé. Son installation a été financée par le département de Paris et son fonctionnement sera assuré par la Sécurité sociale.

Un succès en Europe

Avec le lancement de cette expérimentation, la France rejoint les nombreux pays ([Allemagne](#), Australie, Canada, Espagne, Danemark, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas et Suisse) où de tels espaces ont fait la preuve de leur efficacité ces dernières années. Strasbourg a également annoncé l'ouverture prochaine d'une SCMR au sein du Nouvel Hôpital civil. Cette expérimentation est en revanche très contestée à droite.

Lundi, lors du point de presse hebdomadaire du parti Les Républicains, une des porte-parole du parti Brigitte Kuster a affirmé « relayer la crainte légitime des riverains de voir les toxicomanes fréquenter encore de manière plus importante ce quartier », pointant « le risque d'un encouragement de la présence des dealers ». Un autre porte-parole, Philippe Juvin, médecin anesthésiste, a affirmé qu'il y a en France « un système très organisé de substitution » avec un médicament comme le Subutex, « nous n'attendons aucun effet bénéfique d'une salle de shoot ».